



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Labellisation du ministère de la Justice 2024-2027

AMENAGEMENT DES LOCAUX DE LA DIRPJJ

MARCHE DE TRAVAUX

-

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

	Nom	Adresse	Tél	Courriel
Maître d'Ouvrage	DIRPJJ	9 – 11, rue Georges Pitard – 75015 - Paris		
Assistant au Maître de l'Ouvrage	VOXOA SAS	27 rue Joannès Carret 69009 Lyon	04-72-61-02-61	contact@voxo.fr

Sommaire

ARTICLE 1 PREAMBULE	4
ARTICLE 2 IDENTIFICATION DES PARTIES	4
ARTICLE 3 OBJET DU MARCHÉ	4
3.1 Objet et lieu de l'opération	4
3.2 Décomposition en phase et/ou en tranches.....	5
3.3 Part réservée aux artisans et aux PME	5
ARTICLE 4 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
4.1 Pièces particulières	5
4.2 Pièces générales	6
4.3 Précisions sur l'ordre de priorité des pièces contractuelles	6
ARTICLE 5 INTERVENANTS	7
5.1 Organisation de la Maîtrise d'Ouvrage	7
5.2 Organisation de la Maîtrise d'œuvre	7
5.3 Organisation du pilotage de chantier	7
5.4 Intervention d'un Bureau de Contrôle	7
5.5 Intervention d'un Coordonnateur de Sécurité	7
5.6 Sous-traitance.....	7
ARTICLE 6 LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLÉGAL ET LA FRAUDE AU DETACHEMENT	9
6.1 Situation fiscale et sociale	9
6.2 Carte professionnelle du BTP	10
ARTICLE 7 ASSURANCES	10
7.1 Assurance de responsabilité civile de droit commun	10
7.2 Assurance de responsabilité civile décennale (RCD) pour les ouvrages soumis à l'obligation d'assurance	11
ARTICLE 8 CLAUSE INCITATIVE LABEL RFAR	11
ARTICLE 9 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	12
9.1 Lutte contre la déforestation	12
9.2 Produits à haute performance énergétique	12
9.3 Gestion des déchets	12
ARTICLE 10 Clause d'insertion sociale	13
ARTICLE 11 COMMUNICATION - NOTIFICATION	16
ARTICLE 12 REMUNERATION DE L'ENTREPRENEUR	17
12.1 Prix du marché.....	17
12.2 Modification du prix global et forfaitaire	19
12.3 Variation des prix	20
12.4 Règlement des comptes	21
12.5 Avance	22
12.6 Délai de paiement	22

12.7 Retenue de garantie	22
ARTICLE 13 DELAIS D' EXECUTION DES TRAVAUX	23
13.1 Délais d' exécution des travaux – calendrier d' exécution	23
13.2 Modification du délai d' exécution des travaux pour intempéries	23
ARTICLE 14 PENALITES – PRIMES - RETENUES	23
14.1 Pénalités pour retard ou absence	23
14.2 Prime pour avance	26
ARTICLE 15 PREPARATION – COORDINATION DES TRAVAUX	26
15.1 Constat d' huissier – référé préventif	26
15.2 Période de préparation – programme d' exécution	26
15.3 Plans d' implantation des ouvrages et piquetages	27
15.4 Plans d' exécution – notes de calculs – études de détail	29
15.5 Organisation du chantier	29
15.6 Hygiène et sécurité	29
ARTICLE 16 CONTROLE DES TRAVAUX ET MISE A DISPOSITION DES OUVRAGES	31
16.1 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits	31
16.2 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d' ouvrages avant réception	31
ARTICLE 17 RECEPTION	31
17.1 Date d'achèvement des travaux	32
17.2 Opérations préalables à la réception	32
17.3 Décision de réception	32
17.4 Réception partielle	33
ARTICLE 18 GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT	34
ARTICLE 19 MESURES COERCITIVES	34
ARTICLE 20 RESILIATION DU MARCHE	34
ARTICLE 21 AJOURNEMENT DES TRAVAUX	35
ARTICLE 22 Différends	35
ARTICLE 23 TRIBUNAL COMPETENT EN CAS DE LITIGE	38
ANNEXE 01 – DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION	40
ANNEXE 02 – CONVENTION DE COOPERATION DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ	42

ARTICLE 1 PREAMBULE

Le présent document constitue le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) régissant le marché cité en page de garde.

Ses dispositions priment, par principe, sur celles du Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable, même en l'absence de dérogation expresse mentionnée dans le présent document.

ARTICLE 2 IDENTIFICATION DES PARTIES

ENTRE-LES SOUSSIGNES

La DIRPJJ

9-11 rue Georges Pitard – 75015, Paris

Ci-après dénommée « **le MAITRE D'OUVRAGE** »,

ET

La Société

Société au capital de

Dont le siège social est situé au

Immatriculée au RCS de sous le numéro

Représentée aux présentes par Mme / M.

Ci-après dénommée indifféremment « **L'ENTREPRENEUR** » ou « **LE TITULAIRE** »,

ARTICLE 3 OBJET DU MARCHE

3.1 Objet et lieu de l'opération

La présente consultation est relative au choix d'une entreprise générale pour réaliser les travaux d'aménagement des locaux intérieurs de la DIR PJJ.

Les travaux se dérouleront au 21-23 rue Miollis, bac C, 75015 Paris.

Le présent marché de travaux est donc un marché global qui, par définition, n'est pas alloté. Toutefois, et pour faciliter la lecture des prestations attendues des candidats, les différents items composant le marché de travaux passé en entreprise générale sont les suivants :

N°	Intitulé
01	Curage
01b	Gros Œuvre
02	Cloisons doublage
03	Cloisons modulaires
04	Plafonds suspendus
05	Menuiseries intérieures
06	Peinture
07	Sols souples
08	Carrelage faïence
09	CVC
10	Plomberie
11	Electricité
12	Agencement

3.2 Décomposition en phase et/ou en tranches

L'opération comprend une tranche ferme et aucune tranche optionnelle.

3.3 Part réservée aux artisans et aux PME

Les marchés dévolus en entreprise générale sont des marchés globaux.

En conséquence, et en application de l'article R2171-23 du code de la commande publique, Si le titulaire du marché n'est pas lui-même une petite ou moyenne entreprise ou un artisan, la part minimale qu'il s'engage à confier, directement ou indirectement, à des petites et moyennes entreprises ou à des artisans, en application de l'article L2171-8, est fixée à 20 % du montant prévisionnel du marché, sauf lorsque la structure économique du secteur concerné ne le permet pas.

ARTICLE 4 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

4.1 Pièces particulières

1. L'AE et ses annexes, le cas échéant
2. Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :
 - Annexe 01 : Documents à fournir après exécution,
 - Annexe 02 : Convention de coopération de sécurité et de protection de la santé.
3. Le calendrier prévisionnel général des travaux substitué, le cas échéant, au démarrage du chantier par le calendrier d'exécution ;
4. Le Rapport Initial de Contrôle Technique (RICT) ;
5. Les plans, coupes et carnet de détails fournis au DCE ;
6. Les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) ;
7. Le cahier des charges fonctionnel du système de sécurité incendie ;
8. La notice de sécurité ;
9. Les rapports amiante et plomb ;

10. Le Plan Général de Coordination (PGC) en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ;
11. Le programme de l'opération
12. La DPGF remise par le candidat avec son offre
13. Le cadre de réponse complété et remis par le candidat dans le cadre de son offre

NB: le bordereau de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) établi par l'Entrepreneur, sous son entière responsabilité. Ce bordereau ne sera considéré comme document contractuel que pour déterminer les prix d'unités servant :

- Au règlement de travaux non prévus dans les marchés initiaux et régulièrement commandés par écrit par le Maître de l'Ouvrage ;
- À la décomposition qui servira de base au calcul des décomptes mensuels.

Il est expressément précisé que dans le cadre d'un prix global et forfaitaire, l'Entrepreneur ne pourra se prévaloir d'erreurs de quantité (en plus comme en moins) aux fins d'obtenir une modification de son forfait de rémunération. Aussi, il lui appartient de parfaitement établir et/ou vérifier lorsque les quantités sont renseignées la décomposition du prix global et forfaitaire de son offre.

4.2 Pièces générales

1. Le Cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés de travaux en vigueur à la date de remise de l'offre ;
2. Cahier des Clauses spéciales des Documents Techniques Unifiés (D. T. U.) ;
3. Les normes homologuées.

Les clauses administratives et techniques générales (normes, DTU) sont réputées connues des parties et ne sont pas jointes matériellement aux pièces du marché.

4.3 Précisions sur l'ordre de priorité des pièces contractuelles

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du Marché, ces pièces prévalent les unes contre les autres dans l'ordre où elles sont énumérées.

En cas de contradiction ou de différence entre deux pièces ayant le même numéro d'ordre ou à l'intérieur d'un même document, les dispositions applicables seront celles correspondant à la plus grande quantité et à la meilleure qualité de travaux ou de prestations à mettre en œuvre.

Les spécifications non portées au CCTP mais inscrites sur les plans auront les mêmes valeurs, et inversement. Ces documents se complètent.

En cas de contradiction entre les descriptifs et les plans, il est convenu que pour ce qui concerne l'organisation et la distribution des locaux, les plans prévaudront et que pour le reste notamment pour ce qui concerne les caractéristiques et la qualité des prestations, les descriptifs prévaudront.

Si certaines références de prestations sont indiquées avec la mention complémentaire "ou équivalent" ou "ou similaire" : l'Entrepreneur devra obtenir l'accord formel de la Maîtrise d'Ouvrage sur les prestations "équivalentes" ou "similaires" avant leur mise en œuvre, étant

entendu que ces prestations devront être de qualité équivalente, notamment en termes de performance, de qualité, de longévité, de coût d'exploitation et d'entretien.

Toutes incertitudes quant aux prestations à exécuter devront faire l'objet d'un questionnement à la Maîtrise d'Ouvrage.

ARTICLE 5 INTERVENANTS

5.1 Organisation de la Maîtrise d'Ouvrage

Le Maître de l'Ouvrage est assisté dans l'exécution de l'opération par un « Assistant à Maîtrise d'Ouvrage » assurant une mission d'assistance générale à caractère administratif, financier et technique.

Il est appelé « L'AMO » et est représenté par la société VOXOA SAS.

L'interlocuteur dans le cadre de cette opération est M. Robin Gillaizeau

L'AMO est expressément habilité par le Maître d'Ouvrage à prendre les décisions nécessaires relatives à la gestion de l'opération. Les notifications de décisions ou d'informations pourront valablement être faites au titulaire par l'AMO.

5.2 Organisation de la Maîtrise d'œuvre

La Maîtrise d'œuvre d'exécution de l'opération est assurée en interne par la DIRPJJ, Maître de l'Ouvrage.

5.3 Organisation du pilotage de chantier

Le présent marché de travaux étant traité en Entreprise Générale, l'Entrepreneur procédera à l'ordonnancement et assurera le pilotage de l'ensemble de ses travaux.

5.4 Intervention d'un Bureau de Contrôle

Le titulaire de la mission de Contrôle technique n'a pas encore été désigné.

5.5 Intervention d'un Coordonnateur de Sécurité

Le titulaire de la mission de Coordonnateur de Sécurité et de Protection de la Santé (CSPS) n'a pas encore été désigné.

5.6 Sous-traitance

a. Conditions de la sous-traitance

L'Entrepreneur peut, à tout moment, sous-traiter l'exécution de certaines parties du présent marché, sous réserve de l'acceptation des sous-traitants et de l'agrément des conditions de paiement de ceux-ci par le Maître d'ouvrage.

L'Entrepreneur devra adresser sa demande de sous-traitance, par tout moyen permettant de donner une date certaine de réception par le Maître d'Ouvrage.

A ce titre, le silence gardé par le Maître d'ouvrage pendant un délai de quinze (15) jours à compter de la demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement présentée par l'Entrepreneur vaudra rejet du sous-traitant par le Maître d'ouvrage.

Conformément à la loi du 31 décembre 1975, l'Entrepreneur devra fournir à son sous-traitant une caution personnelle et solidaire d'un établissement agréé garantissant le paiement des sommes dues. Une copie de cette caution devra être fournie au Maître d'Ouvrage.

La caution n'aura pas lieu d'être fournie si une délégation de paiement est mise en place dans les termes de l'article 1338 du Code Civil à concurrence du montant des prestations exécutées par le sous-traitant. Cette délégation de paiement devra être signée par l'Entrepreneur, le sous-traitant et le Maître d'Ouvrage. Dans cette hypothèse, il est expressément précisé que les prix des prestations sous-traitées et payées directement par le Maître d'Ouvrage seront fermes et définitifs (ni révisables, ni actualisable)

b. Présentation du dossier

Le dossier de présentation du sous-traitant devra contenir les documents suivants :

- Le formulaire DC4, dûment complété et signé par l'Entrepreneur et le sous-traitant ;
- La délégation de paiement dûment complétée et signée ou copie de la caution personnelle et solidaire au bénéfice du sous-traitant ;
- Un certificat de qualification professionnelle ou une liste de référence ;
- Les Chiffres d'affaires des 3 dernières années ;
- Une attestation de fourniture de déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale émanant de l'organisme de recouvrement des cotisations et des contributions et datant de moins de 6 mois ;
- Un extrait K ou K bis RCS de moins de 3 mois ;
- En cas de salariés étrangers : Une liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail précisant pour chaque salarié étranger, sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail ;
- Si pas de salariés étrangers : une attestation sur l'honneur certifiant qu'aucun salarié étranger soumis à autorisation de travail n'est employé par l'entreprise à ce jour et certifiant que, dans l'éventualité où l'entreprise ferait appel, pour l'exécution du marché, à des salariés de nationalité étrangère, ces salariés seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France ;
- Les attestations d'assurance en cours de validité (Responsabilité civile professionnelle et responsabilité civile décennale) ;
- Une copie du contrat de sous-traitance signé entre les deux parties.

c. Sanctions en cas de sous-traitance occulte

Le recours à la sous-traitance sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement expose l'Entrepreneur à l'application des mesures coercitives prévues à l'article 22 du CCAG. Il est de même si l'Entrepreneur a fourni en connaissance de cause des renseignements inexacts à l'appui de sa demande.

ARTICLE 6 LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLEGAL ET LA FRAUDE AU DETACHEMENT**6.1 Situation fiscale et sociale**

Conformément à l'article D.8222-5 et à l'article D8254-4 du Code du Travail, l'Entrepreneur devra fournir tous les six (6) mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents suivants :

- Une attestation de fourniture de déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale datant de moins de six (6) mois ;
- Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) de moins de trois (3) mois ;
- En cas de salariés étrangers : Une liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail précisant pour chaque salarié étranger, sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail ;
- Si pas de salariés étrangers : une attestation sur l'honneur certifiant qu'aucun salarié étranger soumis à autorisation de travail n'est employé par l'entreprise à ce jour et certifiant que, dans l'éventualité où l'entreprise ferait appel, pour l'exécution du marché, à des salariés de nationalité étrangère, ces salariés seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France ;
- Dans le cas où l'Entrepreneur entend avoir recours aux services de travailleurs détachés au sens de la Directive n°96/71/CE du Parlement et du Conseil Européen, il devra être remis au Maître de l'ouvrage avant toute intervention desdits travailleurs, une copie de la déclaration préalable de détachement (formulaire CERFA n°13816-02) et son annexe comportant la liste des travailleurs détachés, documents préalablement transmis aux services de la DIRECCTE du lieu de réalisation des travaux.

En cas de non remise des documents susmentionnés et après mise en demeure, restée infructueuse, le marché pourra être résilié aux torts de l'Entrepreneur sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

En outre, l'Entrepreneur encourra une pénalité dont le montant sera égal à cinq (5) % du montant du contrat sans pouvoir excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5.

6.2 Carte professionnelle du BTP

Suivant les termes du décret n° 2016-175 du 22 février 2016, l'Entrepreneur, établi ou non sur le territoire national, est tenu de faire porter par ses salariés et les intérimaires auxquels il a recours, sur le chantier et en permanence, la carte d'identification professionnelle sécurisée délivrée par l'Union des caisses de France congés intempéries BTP ou de l'attestation provisoire valant carte d'identification professionnelle.

L'Entrepreneur répercute cette obligation dans le ou les contrats de sous-traitance qu'il peut être amené à conclure pour l'exécution dudit marché.

À tout moment pendant l'exécution du marché, le Maître de l'ouvrage, ou son mandataire qui dispose d'une mission contractuelle pour le faire, pourra procéder à la vérification des cartes ou des attestations provisoires détenues par les salariés de l'Entrepreneur et le cas échéant les intérimaires auxquels celui-ci a recours ou par ceux de ses sous-traitants. A cet effet, chaque employeur informe son personnel de cette possibilité de vérification.

En cas d'absence ou de refus de présentation de la carte d'identification professionnelle sécurisée ou de l'attestation provisoire valant carte d'identification professionnelle, le Maître de l'ouvrage en informera l'Entrepreneur dans un délai de 24 heures, par lettre recommandée ou courriel avec avis de réception valant mise en demeure de régulariser la situation ou par tout autre moyen permettant de conférer date certaine à cette mise en demeure. Le cas échéant, l'Entrepreneur répercute la mise en demeure à son ou ses sous-traitants.

A défaut de présentation, dans le délai fixé par la mise en demeure, de la carte ou d'une attestation provisoire de demande de carte, le Maître de l'ouvrage en informera aussitôt l'inspection du travail. Il pourra suspendre l'exécution des travaux et, à défaut de régularisation dans les huit (8) jours, résilier le marché dans les conditions prévues au CCAG travaux.

ARTICLE 7 ASSURANCES

L'Entrepreneur assume l'ensemble de ses responsabilités professionnelles encourues du fait de tous dommages corporels, matériels ou immatériels, consécutifs ou non, du fait de la réalisation des prestations, qu'elles soient en cours de réalisation ou terminées.

Il assume en particulier celles qui découlent des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, et 1792-4-1 du Code civil dans les limites de la mission qui lui est confiée. Il est assuré contre les conséquences pécuniaires de ces responsabilités par un contrat d'assurance conforme à l'obligation d'assurance prévue par l'article L 241-1 du Code des assurances ainsi qu'aux clauses types énoncées à l'annexe 1 de l'article A 243-1 du même code.

L'attestation d'assurance professionnelle est jointe au marché. Le cas échéant, une attestation d'assurance professionnelle est fournie chaque année, jusqu'à celle au cours de laquelle la mission est achevée.

7.1 Assurance de responsabilité civile de droit commun

L'Entrepreneur devra justifier d'une police d'assurance de responsabilité civile pour les dommages causés au tiers. Les polices d'assurance prévoient des plafonds minimums de garanties suffisants.

7.2 Assurance de responsabilité civile décennale (RCD) pour les ouvrages soumis à l'obligation d'assurance

L'Entrepreneur devra justifier d'une police d'assurance de responsabilité civile décennale en capitalisation, en cours de validité au jour de l'ouverture du chantier, le garantissant pour la mission qui lui est confiée pour l'opération.

Ce contrat doit comporter au minimum les garanties :

- Responsabilité civile décennale au sens des articles 1792,1792-2 et 1792-4-1 du Code civil y compris au profit des « existants totalement incorporés et techniquement indivisibles » ;
- Dommages immatériels consécutifs à des sinistres découlant de l'application des responsabilités et garanties visées ci-dessus s'ils ne sont pas inclus en extension du contrat de responsabilité de droit commun.
- Le montant maximum des chantiers pour lesquels les garanties sont délivrées ;
- Dans le domaine de hors habitation, une garantie à hauteur du coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le Maître de l'ouvrage tel que visé par l'article R.243-3-I du Code des assurances.

ARTICLE 8 CLAUSE INCITATIVE LABEL RFAR

Le ministère de la Justice a été labellisé « Relations fournisseurs et achats Responsables » le 10 décembre 2024.

Par conséquent, le ministère souhaite continuer à améliorer sa relation avec ses fournisseurs en :

- Mettant en place des conditions favorables au développement de relation équilibrée ;
- Veillant aux intérêts des fournisseurs et sous-traitants ;
- Valorisant la démarche d'écoute de la voix des fournisseurs.

Et encourage ses fournisseurs à :

- Mettre en place une démarche d'amélioration continue en matière de RSE et valoriser les évolutions en cours de marché
- Construire un projet fédérateur transversal et de transformation autour d'une politique achats responsables, en y associant l'ensemble des directions concernées ;
- Développer les bonnes pratiques achats responsables dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement ;
- À s'engager dans un parcours d'achats responsables en signant la Charte RFAR et œuvrer à l'obtention du Label RFAR.

À cet effet, le titulaire s'engage à informer le ministère de toute démarche entreprise en la matière, et notamment :

- La signature de la Charte « Relations fournisseurs et achats responsables »,

- L'obtention du Label « Relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR), et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le Médiateur des entreprises et le Conseil national des achats (CNA) se proposent de vous accompagner dans cette démarche.

Pour toute information, consultez le site internet :

<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

ARTICLE 9 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

L'attention des candidats est attirée sur les éléments suivants :

9.1 Lutte contre la déforestation

La France, depuis 2018, dans le cadre de sa stratégie nationale de lutte contre la déforestation importée, et l'Union Européenne, depuis 2022 dans le cadre d'un nouveau règlement, s'efforcent d'enrayer la perte d'espace forestier au niveau mondial du à la consommation des produits dont la production est source de déforestation.

L'Etat Français vise un objectif de zéro déforestation pour la sphère achat public.

Dans ce cadre, les candidats s'engagent à ne présenter aucun produits forestier ou agricole non durable et ou contribuant à la déforestation.

9.2 Produits à haute performance énergétique

Il est demandé aux candidats prestataires de ne proposer que des produits à haute performance énergétique tels que définis à l'article R. 234-4 du code de l'énergie pour l'exécution, partielle ou complète, du présent marché.

Le titulaire pourra cependant utiliser des produits ne présentant pas cette performance à condition qu'ils aient été achetés avant la remise de leur offre et qu'ils soient mentionnés dans celle-ci de manière détaillée.

9.3 Gestion des déchets

Les déchets résiduels générés par les prestations objet du marché (chutes de produits et matériaux de construction résultant de l'intervention des titulaires, déchets d'emballage de produits mis en œuvre) sont sous la responsabilité des titulaires qui sont tenus de les enlever ou les faire enlever des sites des services bénéficiaires.

En particulier et sauf demande contraire dûment exprimée par le maître d'ouvrage, le titulaire laisse les sites bénéficiaires libres de tout emballage secondaire et tertiaire servant au conditionnement et au transport de produits utilisés pour l'exécution des prestations du présent marché.

Le titulaire assure le traitement desdits déchets dans les conditions définies par la réglementation spécifique à chaque typologie de déchet, selon la hiérarchie des modes traitement exprimée à l'article L. 541-1 du code de l'environnement :

- Préparation en vue de la réutilisation ;
- 2. Recyclage ;
- 3. Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
- 4. En dernier recours, élimination.

ARTICLE 10 Clause d'insertion sociale

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution.

Cette clause est applicable au lot unique de ce marché.

L'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Les publics visés

- *Les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage)*
- *Les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droit*
- *Les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage)*
- *Les personnes percevant une pension d'invalidité*
- *Les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi*
- *Les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 3 (anciennement niveau 5)*, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, ANI Jeunes, SMA, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'Ecole de la Deuxième Chance (E2C)*
- *Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans*
- *Les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI),*

ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2ème chance »

- Les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet
- Les personnes placées sous mains de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire
- En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'EPEC, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories.

* Décret n° 2019-14 du 8 janvier 2019 relatif au cadre national des certifications professionnelles

Le volume horaire de travail minimum suivant leur est obligatoirement réservé :

Lot	Libellé	Nombre d'heures d'insertion à réaliser pour la durée d'exécution du marché (7mois)
unique	aménagement des locaux de la DIRPJJ	3 00 heures

Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent s'inscrire entre la date de notification du présent marché et la livraison de la prestation.

L'attributaire désignera un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié de l'EPEC pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après ;

✓ 1^{ère} modalité : l'embauche directe par l'entreprise

L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire,

pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché, pour une période maximale de 4 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et pour assurer leur suivi en liaison avec l'EPEC.

✓ **2^{ème} modalité : la mise à disposition de salariés**

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

✓ **3^{ème} modalité : le recours à la sous-traitance** ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou d'une Entreprise adaptée. L'entreprise peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée.

Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par l'EPEC.

Alphonse MABIALA
Chargé de projets clauses sociales et relation entreprises
alphonse.mabiala@epec.paris
07 57 76 79 30

Dans ce cadre, l'EPEC a pour mission :

- Informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- Accompagner l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'EPEC) ;
- Accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- Informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché ;
- Suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

Les modalités de contrôle de l'action d'insertion

A l'initiative de l'acheteur, une réunion de mise au point de l'action d'insertion se tient dans les 15 jours suivant la notification du marché. Elle est organisée entre le titulaire, l'acheteur et l'EPEC.

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EPEC. Il porte sur un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures d'insertion.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à l'EPEC de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité sera transmise au titulaire après la notification du marché.

A la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit trimestriellement, à date fixe et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste des pièces qui lui a été fournie.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 14 du présent CCAP.

En tout état de cause, le prestataire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'EPEC étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

A l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution du marché.

ARTICLE 11 COMMUNICATION - NOTIFICATION

La notification à l'Entrepreneur des décisions ou informations ou mises en demeure du Maître d'Ouvrage ou de son représentant faisant courir des délais est faite :

- Soit directement à l'Entrepreneur ou son représentant contre récépissé ;
- Soit par échanges dématérialisés (courriel avec accusé de réception) à l'adresse électronique indiquée par l'Entrepreneur ;
- Soit par tout autre moyen permettant d'attester de la date et l'heure de réception de la décision ou de l'information ou de la mise en demeure.

Cette notification peut être faite à l'adresse de l'Entrepreneur indiquée dans l'acte d'engagement ou à défaut à son siège social.

En cas de groupement la notification se fait au Mandataire pour l'ensemble du groupement, charge à lui d'en informer ses cotraitants.

ARTICLE 12 REMUNERATION DE L' ENTREPRENEUR

12.1 Prix du marché

a. Caractère global et forfaitaire du prix

Les ouvrages faisant l' objet du marché seront rémunérés par un prix global et forfaitaire.

b. Contenu du prix

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l' exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts, taxes et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.

Ils comprennent également toutes les sujétions d' exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s' exécutent ces travaux, que ces sujétions résultent notamment de phénomènes naturels, de la présence de canalisation, conduites, câbles de toute nature, du coût de l' élimination des déchets, de la réalisation simultanée d' autres ouvrages.

Les prix sont réputés avoir été établis en considération qu' aucune prestation n' est à fournir par le Maître d' ouvrage.

Et notamment :

- En ce qui concerne les travaux de voirie et réseaux divers préalables la réalisation du chantier concernant la desserte du chantier et son cantonnement ;
- La fourniture des documents demandés dans le cadre du marché est à la charge du titulaire,
- En ce qui concerne la réalisation de test d' étanchéité à l' air, le prix tient compte de toutes les sujétions pour l' Entrepreneur qu' entraîne la réalisation de ces tests ;
- En ce qui concerne la réalisation des études d' exécution ;
- En ce qui concerne les frais de gardiennage et de fermeture du chantier et des installations de chantier, des dépenses de consommation des divers fluides (électricité, eau, gaz, téléphone, etc.), des frais d' entretien, de maintenance, et de fonctionnement des installations de chantier, des frais de chauffage du chantier, jusqu' à la date de notification à l' Entrepreneur de la décision de réception des ouvrages ;
- En cas de vol, perte, ou dégradation de matériaux, matériels, parties d' ouvrages, outillage, des frais de remplacement et de remise en état, pendant toute la durée du chantier ;
- En ce qui concerne les frais d' amenée et de repli des installations de chantier et de tous les matériels nécessaires à l' exécution des prestations objet du marché ;
- En ce qui concerne les frais d' évacuation des déblais et déchets et de maintien d' un chantier et de son environnement immédiat propres et libres de tous déchets ;
- En ce qui concerne la mise en œuvre et du maintien des voies d' accès provisoires et des branchements provisoires aux divers réseaux ;

- En ce qui concerne les dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement (en particulier application des préconisations PGC SPS et des PPSPS) ;
- En ce qui concerne les frais résultants des demandes et observations du Maître de l' Ouvrage, du Bureau de Contrôle, du Coordonnateur SPS et des services concessionnaires ;
- En ce qui concerne les frais nécessaires aux essais et opérations préalables à la réception ;
- En ce qui concerne les frais d' établissement des relevés et dimensions et position des ouvrages exécutés, du dossier des ouvrages exécutés (DOE), du dossier d' exploitation et de maintenance (DEM), du dossier des interventions ultérieures sur l' ouvrage (DIUO) ;
- En ce qui concerne les frais induits par la préparation et le passage de la Commission de Sécurité et des services administratifs jusqu' à obtention d' un avis favorable ;
- En ce qui concerne les frais résultants des sujétions d' organisation de chantier, d' exécution, d' ordonnancement, de coordination et de marge pour défaillance de cotraitants ou sous-traitants ;
- En ce qui concerne la fourniture d' échantillons, de prototypes, de maquettes, et la réalisation des locaux témoins ;
- En ce qui concerne les frais de remise en état des réseaux, fournitures et matériaux détériorés pendant toute la durée du chantier ;
- En ce qui concerne les frais de remise en état des lieux à la fin des travaux et de nettoyage avant livraison ;
- De toutes les sujétions résultant des dispositions des arrêtés municipaux pour les travaux exécutés sur le territoire de la commune ;
- En ce qui concerne les charges temporaires de frais de voirie et de police, notamment pour occupation des voies publiques ;
- En ce qui concerne les frais d' assurance ;
- En ce qui concerne les intempéries et autres phénomènes naturels qui ne relèvent pas des cas de catastrophes naturelles assimilables à la force majeure
- En ce qui concerne les frais de reproduction et de diffusion des documents à destination du Maître de l' Ouvrage, de l' Assistant au Maître de l' Ouvrage, du Bureau de Contrôle, du Coordonnateur SPS.

La liste mentionnée ci-dessus n' est pas exhaustive.

Ces dépenses étant non limitatives, l' Entrepreneur ne pourra se prévaloir d' aucune omission et devra assurer le fonctionnement normal et régulier du chantier et de ses installations.

Les parties conviennent de supporter toutes les conséquences de tout changement imprévisible des circonstances au moment de la conclusion du marché et renoncent ainsi expressément aux dispositions de l'article 1195 du code civil.

Les prix sont indiqués dans le marché en hors taxe à la valeur ajoutée sauf indication contraire.

12.2 Modification du prix global et forfaitaire

a. Travaux supplémentaires ou modificatifs

Les travaux supplémentaires ou modificatifs sont les travaux soit nécessaires au bon achèvement de l'ouvrage soit demandés par le Maître de l'Ouvrage, qui sont notifiés par ordre de service et pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix.

Les erreurs dans la décomposition du prix global et forfaitaire ne constituent pas des travaux supplémentaires au sens du présent marché et ne peuvent en aucun cas conduire à une modification du prix global et forfaitaire.

Il est expressément précisé que tous les travaux supplémentaires ou complémentaires exécutés sans ordre de service ne seront pas payés.

L'ordre de service ordonnant les travaux supplémentaires ou complémentaires, indiquant leurs montants ou les modalités de calcul et le cas échéant l'incidence sur le planning sera notifiée à l'Entrepreneur après transmission par celui-ci d'un devis.

L'Ordre de service fera l'objet d'une régularisation par avenant.

L'Entrepreneur n'a droit à aucune indemnité en cas de diminution de la masse des travaux.

b. Variation des charges légales et/ou réglementaires

Aucune modification du prix global et forfaitaire, autre le cas échéant que le taux de la TVA, ne sera admis en cas de modification des charges imposées par voie législatives ou réglementaires.

c. Découverte de vestige sur le chantier

En cas de découverte de matériaux, objets et vestiges sur le chantier en cours de travaux, notamment dans les fouilles ou dans les démolitions, l'Entrepreneur a droit à être indemnisé que si le Maître d'Ouvrage lui demande de les extraire ou de les conserver avec des soins particuliers. L'Entrepreneur devra fournir tous justificatifs permettant d'apprécier le montant de l'indemnité demandée. L'entrepreneur devra signaler sans délai, au Maître d'ouvrage tous objets ou vestiges pouvant avoir un caractère artistique, archéologique ou historique et déclarer conjointement avec le Maître d'Ouvrage la déclaration réglementaire.

d. Pertes - avaries

L'Entrepreneur n'a droit à aucune indemnité ni complément de prix de la part du Maître d'Ouvrage pour pertes, avaries ou dommages occasionnés par sa négligence, son imprévoyance ou ses fausses manœuvres, pas plus que pour ceux résultant de cas de force majeure, ou occasionnés par le fait de tiers ou de phénomènes naturels.

12.3 Variation des prix

Le marché est conclu à prix définitif révisable conformément aux dispositions des articles R2112-13 et R2112-14 du code de la commande publique.

Les indices applicables sont les suivants :

Intitulé	Indice
Curage	BT01 – tous corps d' état
Gros Œuvre	BT01 – tous corps d' état
Cloisons doublage	BT08 - Plâtre et préfabriqués
Cloisons modulaires	BT08 - Plâtre et préfabriqués
Plafonds suspendus	BT08 - Plâtre et préfabriqués
Menuiseries intérieures	BT18a - Menuiserie bois et sa quincaillerie intérieure y compris cloisons et parquets
Peinture	BT46 - Peinture, tenture, revêtements muraux
Sols souples	BT11 - Revêtements en textiles synthétiques
Carrelage faïence	BT09 – Carrelage et revêtement céramique
CVC	BT40 - Chauffage central (50%)
	BT41 - Ventilation et conditionnement d'air (50%)
Plomberie	BT 38 Plomberie Sanitaire
Electricité	BT47 – Electricité
Agencement	BT18a - Menuiserie bois et sa quincaillerie intérieure y compris cloisons et parquets

Les prix du marché sont révisables selon les modalités suivantes :

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé à la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé m_0 .

Le coefficient de révision C_m applicable pour le calcul du mois « m » est donné par la formule :

$$C_m = 0.15 + (0.85 (I_m/I_0))$$

Dans laquelle I_0 et I_m sont les valeurs prises par l'index fixé ci-dessus respectivement au mois m_0 (mois d'origine) et au mois m (mois de révision au cours duquel l'acompte est présenté et sans pouvoir dépasser la date contractuelle de réception).

Le calcul de révision pourra être réalisé provisoirement sur la base du dernier indice BT connu au moment de l'établissement de la situation. Ce calcul de révision sera repris au moment de la publication au journal officiel de l'indice BT du mois correspondant à la situation et constituant la révision définitive du mois m.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

12.4 Règlement des comptes

a. Décomptes mensuels

Les projets de décomptes périodiques et d'états d'acomptes seront présentés par l'Entrepreneur au Maître d'Ouvrage par tous moyens permettant de donner une date certaine de réception au plus tard le vingt-cinq (25) de chaque mois sous peine d'être traités le mois suivant sans que le Maître d'Ouvrage n'ait à dédommager l'Entrepreneur pour retard de paiement.

En cas de groupement d'entreprises, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant de l'acompte ou du solde à lui payer directement, déterminé sur la base de la partie du décompte assigné à ce cotraitant. Le mandataire reçoit tout pouvoir de ses cotraitants, jusqu'à la fin du marché, pour présenter un décompte indiquant la ventilation des sommes revenant à chacun des entrepreneurs du groupement.

En cas de sous-traitance, les sous-traitants bénéficiant d'une délégation de paiement sont payés par le Maître d'Ouvrage. L'entrepreneur principal est cependant seul habilité à présenter au Maître d'Ouvrage les demandes de paiement de ses sous-traitants, préalablement validées par ses soins et présenté sur son projet de décompte mensuel dans les formes définies par le Maître d'Ouvrage.

Les quantités de travaux exécutés sont déterminées par rapport à un pourcentage d'avancement des ouvrages figurant dans la DPGF.

Il n'est pas prévu de versement d'acompte pour approvisionnements.

b. Décompte final

Le projet de décompte final est transmis au Maître d'Ouvrage dans un délai de trente (30) jours à compter de la notification du dernier procès-verbal de levée de réserves à la réception.

En aucun cas, le projet de décompte final sera traité si toutes les réserves mentionnées sur le PV de réception n'ont pas été levées et que le DOE n'a pas été remis.

Le Maître d'ouvrage notifiera le décompte général à l'Entrepreneur, dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception du projet de décompte final ou dans les 30 jours qui suivront la levée de la dernière réserve et la remise du DOE.

L'Entrepreneur dispose de trente (30) jours à compter de la notification du décompte général pour le renvoyer au Maître d'ouvrage, revêtu de sa signature ou pour faire connaître les motifs pour lesquels il refuse de le signer.

Ce dernier établit à cette fin un mémoire en réclamation précisant le montant des sommes dont il revendique le paiement et en fournissant les justificatifs nécessaires en reprenant, sous peine de forclusion, les réclamations déjà formulées antérieurement et qui n'ont pas fait l'objet d'un règlement définitif.

Le décompte général devient définitif à compter de sa signature ou à l'issue du délai de trente (30) jours, si l'Entrepreneur n'a pas motivé son refus dans les formes et les délais indiqués. Le décompte général et définitif ouvre droit à paiement du solde.

Si sa réclamation est formulée dans les formes et dans les délais, le Maître d'ouvrage dispose d'un délai de trente (30) jours à compter de la réception du mémoire en réclamation pour faire connaître sa proposition de règlement du différend.

L'absence de proposition dans ce délai vaut rejet de la réclamation de l'Entrepreneur.

12.5 Avance

Conformément à l'article R2191- du Code de la commande publique, L'acheteur accorde une avance au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

L'avance sera conditionnée par la constitution d'une caution correspondant au montant TTC de l'avance.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint ou dépasse soixante-cinq (65) % du montant du marché.

Les modalités de remboursement sont définies ci-après :

- En une seule fois, si le montant de l'acompte le permet ;
- Sinon, par répartition.

Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint quatre-vingts (80) % du montant du marché.

Le remboursement de l'avance est immédiatement exigible en cas de résiliation par défaillance de l'Entrepreneur ou de résiliation à sa demande.

12.6 Délai de paiement

Le délai global de paiement des acomptes mensuels et du décompte final est fixé à trente (30) jours à compter de la date d'émission de la facture.

Les retards de paiement ouvrent droit pour l'Entrepreneur au versement d'intérêts moratoires dont le montant est égal à trois (3) fois le taux d'intérêt légal en vigueur.

Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de quarante (40) Euros sera également versée à l'Entrepreneur en cas de retard de paiement.

12.7 Retenue de garantie

Les paiements d'acomptes sont amputés d'une retenue de garantie ayant pour objet contractuellement l'exécution des travaux, pour satisfaire le cas échéant, aux réserves faites à la réception.

Le montant de cette retenue est égal à cinq (5) % TTC du montant du marché.

Cette retenue ne sera pas pratiquée si l'Entrepreneur fournit pour un montant égal une caution personnelle et solidaire émanant d'un établissement financier agréé.

À l'expiration du délai d'une année à compter de la réception faite avec ou sans réserve, la caution est libérée ou les sommes consignées sont versées à l'Entrepreneur, même en l'absence de mainlevée, si le Maître de l'Ouvrage n'a pas notifié à la caution ou au cosignataire, par lettre recommandée, son opposition motivée par l'inexécution des obligations de l'Entrepreneur.

ARTICLE 13 DELAIS D' EXECUTION DES TRAVAUX

13.1 Délais d' exécution des travaux – calendrier d' exécution

Le délai global d' exécution du marché est fixé à sept (7) mois.

Ce délai inclut la période de préparation du chantier et les congés annuels.

Il démarre à compter de la notification à l' Entrepreneur de l' Ordre de Service de commencer les travaux.

13.2 Modification du délai d' exécution des travaux pour intempéries

Sauf accord du Maître d' Ouvrage formalisé par un avenant au marché de travaux, aucune cause de prolongation de délai ne sera admise.

ARTICLE 14 PENALITES – PRIMES - RETENUES

14.1 Pénalités pour retard ou absence

Le présent article déroge à l' article 19 du CCAG Travaux.

Les pénalités sont cumulatives et s' appliquent sans mise en demeure préalable, sans plafonnement et sans seuil d' exonération, sur simple constatation du retard par le Maître d' Ouvrage.

Les samedis, dimanches et jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour leurs calculs. Tout jour de retard commencé est dû.

Les pénalités exprimées en fraction ou pourcentage sont applicables sur le montant Toutes Taxes Comprises (€TTC), avenant compris le cas échéant.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA, conformément à la législation fiscale en vigueur.

Dans le cas d' Entrepreneurs groupés pour lesquels le paiement est effectué à des comptes séparés, les pénalités sont réparties entre les cotraitants.

Le Maître de l' Ouvrage les imputera sur le montant des décomptes provisoires ou du décompte final.

Ces pénalités ne sont pas exclusives de tout autre dommages et intérêts que pourrait réclamer le Maître d’Ouvrage en raison d’un préjudice né du retard imputable en tout ou partie à l’Entrepreneur.

a. Retard dans l’achèvement des travaux

L’Entrepreneur subira de plein droit sans mise en demeure préalable, une pénalité égale à **1/500ème (un cinq centième)** du montant du marché, par jour calendaire de retard dans l’achèvement des travaux. Cette pénalité ne pourra, cependant, être inférieure à **300,00 €** (Trois cents Euros) par jour calendaires de retard.

Il est expressément précisé que la constatation d’un retard sur un délai particulier autre que le délai global d’exécution des travaux, entrainera l’application de la pénalité journalière provisoire telle que définie ci-dessus.

Cette pénalité deviendra définitive si le retard en question n’a pas été rattrapé par l’Entrepreneur.

b. Pénalités pour retard dans la remise de documents en cours de chantier

La non remise par l’Entrepreneur des plans, notices, fiches techniques, fiches d’essai COPREC, devis de travaux modificatifs, fournitures des échantillons et des prototypes, documents administratifs, contrat de sous-traitance et tous éléments demandés par l’OPC ou le Maître d’Ouvrage est passible d’une indemnité égale à **750,00 €** (Sept cent cinquante Euros) par jour calendaire de retard et par document ou objet non remis.

c. Pénalités pour retard dans la remise des documents fournis après exécution

Les plans et autres documents à fournir par l’Entrepreneur après exécution, conformément aux dispositions de l’annexe 01 au présent CCAP, doivent être remis au Maître de l’Ouvrage, au plus tard à la date prévue pour la visite de réception.

En cas de retard dans la remise de ces plans et documents, une retenue égale à **750,00 €** (Sept cent cinquante Euros) par jour calendaire de retard, sera opérée de plein droit et sans mise en demeure préalable par le Maître de l’Ouvrage sur le décompte général et définitif.

d. Pénalités pour retard dans le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux

En cas de non-respect des délais fixés, le Maître de l’Ouvrage appliquera de plein droit une pénalité de **300,00 €** (Trois cents Euros) par jour de retard (dimanches et jours fériés compris).

e. Pénalités pour retard dans la levée des réserves ou les demandes d’intervention

Le non-respect par l’Entrepreneur des demandes d’intervention ou de levées de réserves établies par le Maître de l’Ouvrage, jusqu’à et après la réception, donne lieu à l’application de la pénalité de retard égale à **1/500ème (un cinq centième)** du montant du marché.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit par le Maître de l’Ouvrage sans préjudice des mesures qu’il pourra prendre aux frais de l’Entrepreneur ;

f. Pénalités pour retard ou absences aux réunions de chantier

En cas de retard aux réunions de chantier supérieur à 1/2h, l'Entrepreneur se verra appliquer une pénalité égale à **150,00 € (Cent cinquante Euros)** ;

En cas d'absence à une réunion de chantiers, l'Entrepreneur concerné se verra appliquer une pénalité de **450,00 € (Quatre cent cinquante Euros)** ;

Un retard perturbant les réunions ainsi que la présence d'un intervenant n'ayant aucun pouvoir de décision et entravant, de ce fait, les prises de décisions nécessaires pour la poursuite du chantier seront considérées comme une absence.

g. Pénalités pour non-respect des prescriptions

- Le non-respect des prescriptions relatives à l'hygiène, la sécurité, et à la signalisation de chantier ;
- Le non-respect des règlements locaux en matière d'émission de bruits de chantier ;
- Le non-respect par l'Entrepreneur des prescriptions du Maître de l'Ouvrage en ce qui concerne le maintien en bon état de propreté et le nettoyage du chantier ;

Sont passibles d'une pénalité égale à **300,00 € (trois cents Euros)** par jour calendaire de non-respect.

En outre pour ce qui concerne le nettoyage du chantier, à défaut d'intervention sous une semaine, le Maître de l'Ouvrage fera, sans mise en demeure préalable, procéder au nettoyage du chantier au frais de l'Entrepreneur.

h. Non-respect des dispositions de l'article R2171-23 du Code de la commande publique

Pour rappel, si le titulaire d'un marché global n'est pas lui-même une petite ou moyenne entreprise ou un artisan il doit confier, à minima, directement ou indirectement, à des petites et moyennes entreprises ou à des artisans, au moins 20 % du montant prévisionnel marché dont il est titulaire, sauf lorsque la structure économique du secteur concerné ne le permet pas.

En cas de méconnaissance de cette obligation, il se verra appliquer une pénalité égale à 25% du montant du marché ;

i. Non-respect de la clause d'insertion sociale

Pour le lot unique, en cas de non-respect par l'entreprise attributaire des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, il sera appliqué une pénalité de 60 euros par heure d'insertion non réalisée.

j. Non-respect de l'obligation de transmission d'un bilan de gaz à effet de serre

Dans le cas de défaut de transmission du document exigé, une pénalité de 100€ est appliquée par jour de retard.

k. Non-respect des stipulations prévues à l' article 9 du présent CCAP

En cas de non-respect des stipulations prévues à l' article 9 du présent CCAP, l' Entrepreneur se verra appliquer une pénalité égale à **150,00 € par manquement**.

14.2 Prime pour avance

Il ne sera pas attribué de prime pour avance.

ARTICLE 15 PREPARATION – COORDINATION DES TRAVAUX

15.1 Constat d' huissier – référé préventif

Avant tout commencement d' exécution des travaux, un constat d' huissier sera effectué de façon contradictoire en présence du Maître de l' Ouvrage et de l' Entrepreneur.

Le constat d' huissier est à la charge de l' Entrepreneur.

15.2 Période de préparation – programme d' exécution

La période de préparation du chantier est fixée à deux semaines inclus dans le délai global d' exécution des travaux.

Pendant la période de préparation, l' Entrepreneur prend les dispositions préparatoires et établit les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations énoncées de façon non exhaustive ci-après :

- État des lieux ;
- Établissement de la partie des plans d' exécution et notes de calcul non transmises au DCE ;
- Établissement et présentation, à l' approbation du Maître de l' Ouvrage du calendrier détaillé d' exécution des travaux ;
- Élaboration et mise au point du plan d' assurance qualité (PAQ) applicable à ce chantier et nomination d' un responsable qualité ;
- Remise des plans particuliers de sécurité et protection de la santé pour VISA au coordonnateur SPS et mise au point du plan général de coordination de sécurité et protection de la santé par le coordonnateur SPS dans 30 jours à compter de la notification de son marché ;
- Exécution soumise à l' accord du coordonnateur SPS des installations communes d' hygiène et de sécurité nécessaires à l' ensemble des entreprises en fonction de leurs effectifs et de la simultanéité de leur présence sur le chantier ;
- Constitution de l' association de gestion du compte des dépenses communes et établissement de la convention de gestion ;

- Exécution des voies et réseaux divers prévus aux articles 31 et 34 de la section 3 du décret n°77.996 du 19/08/1977 relatif à hygiène et à la sécurité sur les chantiers ;

15.3 Mise au point des documents demandés dans le cadre des documents contractuels ; Plans d'implantation des ouvrages et piquetages

a. Plan général d'implantation des ouvrages

Le plan général d'implantation des ouvrages est un plan orienté qui précise la position des ouvrages, en planimétrie et en altimétrie, s'il y a lieu, par rapport à des repères fixes. Ce plan est notifié à l'Entrepreneur dans les huit (8) jours suivant la notification du marché, ou, si l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux est postérieur à celle-ci, au plus tard en même temps que cet ordre.

b. Piquetage général

Le piquetage général consiste à reporter sur le terrain la position des ouvrages définie par le plan général d'implantation, au moyen de piquets numérotés solidement fixés au sol, dont les têtes sont raccordées en plan et en altitude aux repères fixes mentionnés ci-avant.

La position des piquets est notée sur un plan de piquetage général ou reportée sur le plan général d'implantation des ouvrages, qui se substitue alors au plan de piquetage général.

Si le piquetage général a été exécuté avant la notification du marché, le plan général d'implantation des ouvrages notifié à l'Entrepreneur comporte l'indication de la position des piquets.

Si le piquetage général n'a pas été exécuté avant la notification du marché, il est effectué par l'Entrepreneur, à sa charge, contrairement avec le Maître d'Ouvrage.

c. Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens

1.L'autorisation d'intervention à proximité de réseaux prévue à l'article R. 554-31 du code de l'environnement est obligatoire pour au moins une personne assurant pour le compte du Maître d'Ouvrage la conduite ou la surveillance de travaux entrant dans le champ de l'arrêté du 15 février 2012 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution, et lorsque pour les travaux prévus sont appelés à intervenir plusieurs entreprises, entreprises sous-traitantes incluses, ou plusieurs travailleurs indépendants.

Elle est également obligatoire pour toute personne intervenant pour le compte de l'Entrepreneur comme encadrant de ces travaux, ou comme conducteur d'engin appartenant à la liste fixée en annexe 4 de l'arrêté susmentionné, ou comme suiveur de conduite d'engin, ou comme intervenant sous la direction de l'exécutant de travaux urgents au sens de l'article R. 554-32 du code de l'environnement. Est considérée comme intervenant sous la direction de l'exécutant de travaux urgents toute personne contribuant directement à des travaux urgents de fouille, enfoncement, forage ou compactage du sol ou à des travaux urgents effectués à moins de trois (3) mètres de lignes électriques aériennes à basse tension ou de lignes de traction d'installations de transport public ferroviaire ou guidé, ou à moins de cinq (5) mètres d'autres lignes électriques.

2. Lorsque les travaux doivent être exécutés au droit ou au voisinage d'ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens, tels que canalisations et câbles ou autres réseaux, dépendant du maître de l'ouvrage ou de tierces personnes, le Maître d' Ouvrage prend à sa charge les sondages préalables en trois (3) dimensions des ouvrages souterrains et communique les résultats à l' Entrepreneur en vue de leur report exact sur le terrain par un piquetage spécial, lui-même reporté sur le plan de piquetage général.

Il appartient également au Maître de l'ouvrage de recueillir auprès des exploitants des ouvrages repérés les mesures de prévention à appliquer pendant l'exécution des travaux et de les notifier à l' Entrepreneur.

Sauf si le piquetage spécial a été exécuté avant la notification du marché, il est effectué par l' entrepreneur, à sa charge, contrairement avec le Maître d' Ouvrage.

Si des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens, non repérés par le piquetage spécial sont découverts après la notification du marché, l' Entrepreneur en informe par écrit le Maître de l'ouvrage ; il est alors procédé contrairement à leur relevé puis au recueil des mesures de prévention à appliquer lors des travaux.

Les investigations complémentaires éventuellement rendues nécessaires ainsi que les mesures de prévention afférentes font l'objet d'un avenant au marché. L' Entrepreneur doit, en outre, surseoir aux travaux adjacents jusqu'à décision du Maître d' Ouvrage, prise par ordre de service, sur les mesures à prendre.

Conformément aux dispositions du paragraphe III de l'article R554-23 du code de l'environnement, les frais supplémentaires permettant à l'exécutant des travaux d'appliquer les précautions nécessaires à son intervention dans l'ensemble des zones situées à moins de 1,5 mètre des ouvrages ou tronçons d'ouvrages pour lesquels une incertitude de localisation est trop élevée, font également l'objet d'un avenant au marché, à la charge du Maître de l'ouvrage.

En complément des dispositions de l'article 8.3.2 du CCAG, il est précisé que lors de la découverte d'un réseau ou l'endommagement d'un réseau en dehors des fuseaux de marquage piquetage, ou en cas de différence notable entre l'état du sous-sol constaté au cours du chantier et les informations portées à la connaissance de l'exécutant des travaux, qui entraînerait un risque grave pour les personnes lié au risque d'endommagement d'un ouvrage sensible pour la sécurité, l'Entrepreneur doit surseoir à l'exécution des travaux adjacents jusqu'à décision du Maître de l'ouvrage prise par ordre écrit, sur les mesures à prendre conformément à l'article R 554-28 du Code de l'environnement.

L'Entrepreneur et le Maître d'ouvrage établissent le constat contradictoire de la situation suivant le formulaire CERFA prévu à cet effet par la réglementation en vigueur.

L'Entrepreneur ne subira pas de préjudice du fait de l'arrêt des travaux concernés. Il transmettra le cas échéant un mémoire exposant le préjudice réel subi accompagné de tous les justificatifs.

L'Entrepreneur arrête également les travaux en cas de découverte ou d'endommagement accidentel d'un branchement non localisé et non doté d'affleurant visible, sensible ou non pour la sécurité, si la position exacte de ce branchement s'écarte de plus de 1,5 m, par rapport aux données de localisation fournies à l'Entrepreneur.

Il ne subira pas de préjudice du fait de cet arrêt des travaux. Il transmettra le cas échéant un mémoire exposant le préjudice réel subi accompagné de tous les justificatifs. Les actions complémentaires (investigation, marquage-piquage, relevé topographique complémentaires, ...) à celles prévues dans le marché initial feront l'objet d'un avenant à la charge du maître de l'ouvrage.

d. Procès-verbaux de piquetage – Conservation des piquets – Piquetage complémentaire

Si le piquetage général et le piquetage spécial sont effectués après la notification du marché, un procès-verbal de l'opération est dressé par le Maître d'Ouvrage et notifié par ordre de service à l'Entrepreneur.

Ce dernier est tenu de veiller à la conservation des piquets et de les rétablir ou de les remplacer en cas de besoin.

Lors de l'exécution des travaux, l'Entrepreneur est tenu de compléter le piquetage général et, éventuellement, le piquetage spécial par autant de piquets qu'il est nécessaire.

Les piquets placés au titre d'un piquetage complémentaire doivent pouvoir être distingués de ceux qui ont été placés au titre du piquetage général.

L'Entrepreneur est seul responsable des piquetages complémentaires, même s'il y a eu des vérifications faites par le Maître d'Ouvrage.

15.4 Plans d'exécution – notes de calculs – études de détail

Les documents que l'Entrepreneur doit établir au titre de son marché seront fournis au Maître d'Ouvrage dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter du commencement de la période de préparation de chantier.

Ils seront réalisés sur un support informatique défini par le Maître de l'Ouvrage, et diffusés en 3 exemplaires papiers conformément au plan de diffusion qui sera remis sur le chantier pendant la période de préparation.

Tous les plans d'exécution et notes de calcul devront être visés par le Contrôleur Technique.

15.5 Organisation du chantier

L'Entrepreneur supporte les charges relatives à l'établissement et à l'entretien des installations de chantier qui lui sont imputables, y compris les chemins de service et les voies de desserte du chantier qui ne sont pas ouvertes à la circulation publique.

L'Entrepreneur doit conduire les travaux de manière à maintenir dans des conditions convenables les communications de toute nature traversant le site des travaux, notamment celles qui intéressent la circulation des personnes ainsi que l'écoulement des eaux.

15.6 Hygiène et sécurité

a. Plan général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC)

Le chantier est soumis aux dispositions du décret n°94.1159 du 26 décembre 1994.

À ce titre le PGC établi par le Coordonnateur SPS fait partie du présent marché.

L'Entrepreneur doit remettre au Coordonnateur SPS l'ensemble des renseignements nécessaires à la mise à jour du PGC défini à l'article L4532-8 du code du travail. Cette obligation est étendue aux sous-traitants. Les compléments ou modifications apportés au PGC seront portés à la connaissance de tous les intervenants.

b. Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS)

L'Entrepreneur et ses sous-traitants sont soumis à l'obligation d'établissement et de respect des PPSPS tels que les définissent les articles L4532-9 et suivants du code du travail.

Chacune des Entreprises amenées à intervenir sur le chantier, devra soumettre au visa du coordonnateur SPS, le PPSPS correspondant à son intervention, dans un délai de trente (30) jours à compter de la notification du marché conformément aux dispositions de l'article R. 4532-56 du Code du travail.

Pour les prestations à entreprendre pendant la période de préparation, la présentation d'un PPSPS partiel sera exigée avant son approbation par le Coordonnateur SPS.

Ce délai est ramené à huit (8) jours pour les sous-traitants incorporés en cours de chantier.

c. Pouvoirs du Coordonnateur de Sécurité et de Protection de la Santé

Pour l'application de la réglementation du travail, de l'hygiène, de la sécurité et des conditions de travail, le Coordonnateur SPS aura directement autorité sur l'Entrepreneur, et les travailleurs indépendants.

Pour autant son intervention ne dispense pas l'Entrepreneur et ses sous-traitants de prendre ses propres mesures en la matière pour faire respecter l'ensemble des conditions d'hygiène et de sécurité applicables par les personnels concernés.

Chacune des observations et des injonctions du Coordonnateur SPS sera consignée dans le registre-journal de coordination tenu à disposition de l'Entrepreneur et sera immédiatement communiquée à l'OPC, à la Maîtrise de l'Ouvrage et au CISSCT le cas échéant pour leur information, et s'il y a lieu, pour suite à donner dans leur domaine de compétences respectifs.

Pour toute préconisation touchant à la définition architecturale et technique de l'opération, le Coordonnateur SPS, devra soumettre la mesure qu'il propose à la décision du Contrôleur Technique et du Maître de l'ouvrage, qui aura seul pouvoir de la faire exécuter.

d. Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT)

Le chantier est soumis aux dispositions de l'article L4532-10 du code du travail et du décret n° 95.543 du 4 mai 1995 concernant les CISSCT.

En conséquence, l'Entrepreneur est tenu de participer aux réunions du CISSCT qui sera constitué au plus tard vingt et un (21) jours avant le début des travaux dans les conditions définies par les textes visés ci-dessus.

Ce collège sera présidé par le Coordonnateur SPS. En tant que président, le Coordonnateur SPS convoque par écrit les membres du CISSCT et les éventuels autres participants aux réunions plénières ou restreintes. L'absence à ces réunions est passible des mêmes pénalités que l'absence aux réunions de chantier.

e. Comités d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT)

Le chantier est soumis aux dispositions des articles L4611-1 et suivants du code du travail, concernant les Comités d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail

ARTICLE 16 CONTROLE DES TRAVAUX ET MISE A DISPOSITION DES OUVRAGES

16.1 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis dans le marché.

Ils sont rémunérés par le Maître de l'Ouvrage si le résultat est favorable à l'Entrepreneur ;

Dans le cas contraire, il appartiendra à ce dernier de les rémunérer autant de fois que nécessaire jusqu'à l'obtention d'un résultat favorable.

16.2 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages avant réception

Un Ordre de Service peut prescrire à l'Entrepreneur de mettre pendant une certaine période, certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages, non encore achevés à la disposition du Maître de l'Ouvrage sans que celui-ci en prenne possession.

Avant la mise à disposition de ces ouvrages ou parties d'ouvrages, un état des lieux est dressé contradictoirement entre le Maître d'Ouvrage et l'Entrepreneur.

Lorsque la mise à disposition est terminée, un nouvel état des lieux contradictoire est dressé.

Sous réserves des malfaçons qui lui sont imputables, l'Entrepreneur n'est pas responsable de la garde des ouvrages ou parties d'ouvrages pendant la durée où ils ont été mis à la disposition du Maître de l'Ouvrage.

ARTICLE 17 RECEPTION

La réception est réalisée selon les modalités suivantes :

17.1 Date d'achèvement des travaux

L'Entrepreneur avise à la fois le Représentant du Maître d'Ouvrage par écrit de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés ou le seront.

17.2 Opérations préalables à la réception

Le Maître d'Ouvrage fixe alors une date pour la visite de réception à laquelle il convoque l'Entrepreneur.

La Visite de réception peut se dérouler en plusieurs étapes en fonction de l'opération.

Le représentant du Maître de l'Ouvrage peut assister à cette visite ou s'y faire représenter.

Cette visite fait l'objet d'un procès-verbal dressé par le Maître d'Ouvrage en deux exemplaires originaux.

En cas d'absence de l'Entrepreneur, il en est fait mention dans le procès-verbal de visite et celui-ci lui est notifié.

Le Maître d'Ouvrage procède, lors de la visite de réception, à toute reconnaissance, essais ou épreuves propres à lui permettre de s'assurer que les ouvrages ont été correctement exécutés et qu'ils peuvent être utilisés conformément à leur destination.

Il s'assure que les essais et épreuves prévus au marché ont été correctement effectués et sont concluants, que les travaux et prestations prévus au marché ont été valablement exécutés et que les ouvrages sont conformes aux spécifications des pièces contractuelles.

Les constatations et éventuelles réserves sont consignées sur le procès-verbal de visite qui sont signés par l'Entrepreneur.

Si ce dernier refuse de signer, il en est fait mention.

17.3 Décision de réception

La réception ne peut jamais être tacite.

a. Réception avec réserves

- Essais et épreuves de réception

Dans le cas où certaines épreuves doivent être exécutées après une durée déterminée de service des ouvrages ou à certaines périodes de l'année, la réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante de ces épreuves (chauffage, climatisation, etc...). Si de telles épreuves, exécutées pendant le délai de garantie de parfait achèvement, ne sont pas concluantes, la réception est reportée.

- Travaux inachevés

S'il apparaît que certaines prestations prévues au marché et devant encore donner lieu à règlement n'ont pas été exécutées, le Maître de l'ouvrage peut décider de prononcer la réception, sous réserve que l'Entrepreneur s'engage à exécuter ces prestations dans un délai qui n'excède pas un mois. La constatation de l'exécution de ces prestations doit donner lieu à un procès-verbal.

- Imperfections / malfaçons

Lorsque la réception est assortie de réserves, l'Entrepreneur doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par le Maître de l'Ouvrage au procès-verbal de réception ou, en l'absence d'un tel délai, trois (3) mois avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Le maître de l'ouvrage s'engage à permettre à l'Entrepreneur d'accéder au chantier pour procéder à la levée des réserves. Au cas où ces travaux ne seraient pas faits dans le délai prescrit, le Maître de l'Ouvrage peut les faire exécuter aux frais et risques de l'Entrepreneur. Il en impute de plein droit sans mise demeure préalable le coût sur le montant du décompte général et définitif revenant à l'Entrepreneur.

b. Réception avec réfaction

Si certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du marché, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, le Maître de l'Ouvrage peut, eu égard à la faible importance des imperfections et aux difficultés que présenterait la mise en conformité, renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux et proposer à l'Entrepreneur une réfaction sur les prix.

Si l'Entrepreneur accepte la réfaction, les imperfections qui l'ont motivée se trouvent couvertes de ce fait. La réception est alors prononcée sans réserve. Dans le cas contraire, l'Entrepreneur demeure tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

17.4 Réception partielle

La prise de possession par le Maître de l'Ouvrage, avant achèvement de l'ensemble des travaux, de certains ouvrages ou parties d'ouvrages, doit être précédée d'une réception partielle.

Pour les tranches ou phases de travaux, ouvrages ou parties d'ouvrages ayant donné lieu à une réception partielle, le délai de garantie court jusqu'à l'expiration du délai de garantie de l'ensemble des travaux de l'opération.

Dans tous les cas, le décompte général est unique pour l'ensemble des travaux. Dans tous les cas également, les stipulations relatives à la libération de sûretés ne sont applicables qu'à l'expiration du délai de garantie de l'ensemble des travaux.

ARTICLE 18 GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT

Le délai de garantie est d'un (1) an à compter de la réception prononcée avec ou sans réserve, sous réserve des dispositions de l'article « réception partielle ». Pendant ce délai l'Entrepreneur est tenu à l'obligation de parfait achèvement définie à l'article 1792-6 du Code Civil.

À l'expiration du délai de garantie, l'Entrepreneur est dégagé de ses obligations contractuelles, à l'exception de celles qui découlent de garanties particulières visées au CCTP. Les stipulations qui précèdent ne font pas obstacle à ce que les documents techniques du marché définissent, pour certaines parties d'ouvrages ou certaines catégories de travaux, des garanties particulières s'étendant au-delà du délai d'un an.

Si à l'expiration du délai de garantie ou dans le délai fixé par le Représentant du Maître d'Ouvrage dans la notification du désordre adressée à l'Entrepreneur, ce dernier n'a pas exécuté l'ensemble de ses obligations, le délai de garantie est prolongé par décision du représentant du Maître d'Ouvrage jusqu'à complète exécution des obligations susmentionnées que celle-ci soit assurée par l'Entrepreneur ou d'office aux frais et risques de l'Entrepreneur.

ARTICLE 19 MESURES COERCITIVES

Lorsque l'Entrepreneur ne se conforme pas aux dispositions du marché ou aux Ordres de Service, le Représentant du Maître d'Ouvrage le met en demeure d'y satisfaire, dans un délai déterminé, par une décision qui lui est notifiée par écrit.

Ce délai, n'est pas inférieur à cinq (5) jours calendaires à compter de la date de notification de la mise en demeure.

Si l'Entrepreneur n'a pas déféré à la mise en demeure, le Représentant du Maître d'Ouvrage pourra prononcer toutes les mesures qu'il jugera utiles aux frais et risques de l'Entrepreneur, et/ou la résiliation du marché pourra être décidée.

ARTICLE 20 RESILIATION DU MARCHE

La résiliation du marché s'effectuera conformément aux dispositions des articles 22 et suivants du CCAG travaux applicable.

ARTICLE 21 AJOURNEMENT DES TRAVAUX

L'ajournement des travaux peut être décidé par le Maître d'ouvrage. Cette décision a pour objet de différer le début des travaux ou d'en suspendre l'exécution. Il est alors procédé par le Maître d'Ouvrage, contrairement avec l'entrepreneur, à la constatation des ouvrages et parties d'ouvrages exécutés et des matériaux approvisionnés.

L'Entrepreneur, qui conserve la garde du chantier, pourra sur justifications être indemnisé des frais que lui impose cette garde et du préjudice qu'il aura éventuellement subi du fait dudit ajournement.

Si, par suite d'un ajournement ou de plusieurs ajournements successifs, les travaux ont été interrompus pendant plus d'une (1) année, l'Entrepreneur a le droit d'obtenir la résiliation du marché dans les conditions visées à l'article 17 du présent CCAP, sauf si, informé par écrit d'une durée d'ajournement conduisant au dépassement de la durée d'un (1) an indiquée ci-dessus, il n'a pas, dans un délai de quinze (15) jours, demandé la résiliation.

ARTICLE 22 Différends

Le présent marché est conclu et est exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable ou le recours à la médiation dans la résolution de tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent contrat ou à l'exécution des prestations.

1/ Principes communs au règlement amiable des différends

- Rappels quant aux modalités alternatives au règlement des différends

La médiation ou la conciliation par le Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics sont des processus de règlement permettant aux parties de trouver un accord à l'amiable sans procédure judiciaire classique. Leur recours vise notamment à favoriser une solution rapide et pérenne aux problèmes rencontrés, et participe à l'objectif de préserver la relation future du ministère avec ses fournisseurs.

À ce titre, chaque partie reste libre de quitter à tout moment le processus.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

- Suspension des délais de recours contentieux et de prescriptions

Conformément au code de justice administrative, les délais de recours contentieux sont interrompus et les prescriptions sont suspendues à compter de la date d'acceptation des deux parties indiquées dans le courriel d'ouverture qui leur est envoyé par le médiateur ou de la date de saisine du Comité consultatif du règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics.

Ces démarches interrompent les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise après la tentative de règlement amiable, ou de la constatation de l'échec de la démarche.

- Confidentialité

Sauf accord des parties, et exceptions prévues par le code de la justice administrative, la médiation ou la conciliation par le Comité sont soumises au principe de confidentialité. Ce principe vise à favoriser les échanges via la libération de la parole, l'émergence de nouvelles idées ou la clarification de situations.

Aussi, les constatations et les déclarations des parties recueillies dans le cadre du règlement amiable doivent rester confidentielles.

Ce principe de confidentialité ne s'applique pas aux pièces, documents et déclarations qui sont connus des parties et préexistent à la démarche, sans préjudice des mentions de protection qui peuvent les concerner.

2/ Possibilité de recourir à la médiation pour le règlement des différends

Lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue d'une procédure de réclamation, ils privilégient, avant toute saisine de la juridiction compétente, le recours à la conciliation ou à la médiation. Le Médiateur interne « relations fournisseurs », dont l'indépendance est garantie par le fait qu'il n'intervient dans aucune phase de la commande publique, peut être saisi par mail à l'adresse suivante :

mediateur-fournisseurs@justice.gouv.fr

Ou par courrier recommandé avec avis de réception à l'attention de:

Monsieur le Médiateur interne « relations fournisseurs »
13 place Vendôme
75042 Paris Cedex 01

Par ailleurs, le Médiateur interne « relations fournisseurs » peut être consulté par téléphone au 06 77 62 09 60.

ATTENTION : le Médiateur interne « relations fournisseurs » n'intervient que pour les différends entre le(s) titulaire(s) du marché et le ministère.

- Modalités de saisine du Médiateur interne « relations fournisseurs » (*)

La saisine du Médiateur interne « relations fournisseurs » doit comporter :

- Le nom de l'entreprise à l'origine de la demande,
- Son numéro de SIRET,
- L'objet du marché et, le cas échéant, du ou des bon(s) de commande concerné(s),
- L'objet de sa sollicitation,
- Le service concerné au sein du ministère de la Justice,

- Les coordonnées mail et téléphoniques de la personne pouvant être contactée au sein de l'entreprise.

Le Médiateur interne « relations fournisseurs » se prononce sur l'éligibilité de la demande et informe en retour la partie demanderesse dans les meilleurs délais.

Dès lors que la demande d'une partie est estimée éligible, le Médiateur interne « relations fournisseurs » sollicite l'avis de l'autre partie. Si les deux parties acceptent l'entrée en médiation, le Médiateur interne « relations fournisseurs » envoie un courriel d'ouverture aux deux parties, précisant la date d'acceptation des parties.

Cette date constitue l'entrée officielle en médiation et fixe la date de la première réunion.

Le recours au service de la médiation est entièrement gratuit.

- Durée de la médiation

Les parties décident de fixer un délai de médiation, dans la limite de 6 mois maximum à compter de la date d'entrée en médiation.

La date d'entrée en médiation est celle précisée par le Médiateur interne « relations fournisseurs » dans son courriel d'ouverture attestant l'acceptation des parties d'entrer dans la démarche. À défaut, elle correspond à la date de la première réunion de médiation, conformément à l'article L. 213-6 du code de justice administrative.

3/ Possibilité de recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics ou au Médiateur des entreprises

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics compétent ou au Médiateur des entreprises, conformément aux dispositions des articles R. 2197-1 à R. 2197-24 du code de la commande publique.

Le Comité consultatif compétent :

Direction des affaires juridiques
Sous-direction de la commande publique
Bureau économie, statistiques et techniques de l'achat public
1C - Bâtiment Condorcet
6, rue Louise Weiss - Télédoc 353
75703 PARIS Cedex 13

Le Médiateur des entreprises :

Remplir le formulaire en ligne : Le Médiateur des entreprises
Adresse mail : mediateur.des-entreprises@finances.gouv.fr

ARTICLE 23 TRIBUNAL COMPETENT EN CAS DE LITIGE

Tous les litiges nés pour l'interprétation ou l'exécution du présent contrat seront portés devant la juridiction compétente du lieu du siège du Maître de l' Ouvrage.

ANNEXE 01 – DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION

L'élaboration du dossier des ouvrages exécutés (plans de récolement, schémas, notices, dossier de maintenance, etc...) est à la charge du titulaire sous la forme définie ci-après :

Présentation

Le dossier des ouvrages exécutés sera fourni en trois exemplaires plus un exemplaire reproductible (pièces écrites, notices et plans). Les pièces graphiques seront également fournies sur un support informatique défini par le Maître de l'Ouvrage et qui pourra être une clé USB.

Le format des fichiers sera :

- Pour le format natif : WORD, EXCEL, DWG, etc
- Pour la copie : PDF.

Chaque exemplaire du dossier DOE (sauf exemplaire reproductible) se présentera sous la forme d'un classeur Ordex par typologie de travaux réalisés. Ces classeurs contiendront tous les mêmes documents (pièces écrites et plans perforés).

Les classeurs devront être soigneusement étiquetés avec toutes les références nécessaires :

- Intitulé de l'opération,
- Nature des travaux concernés par le classeur,
- Nom de l'entreprise ayant réalisée lesdits travaux
- Numéro d'ordre du classeur.

Le premier classeur devra comporter le sommaire complet de l'ensemble du dossier :

- Liste des pièces écrites
- Liste des plans.

Et chaque classeur son sommaire particulier.

Tous les documents devront comporter sur la cartouche, la mention « **D.O.E** », en gros caractères. Ces plans seront complétés par une série réduite de vues en plans des niveaux, facilement maniables.

Contenu

Pour les travaux pour lesquels l'entreprise correspondante a été amenée à produire des plans, le dossier D.O.E comprendra les pièces suivantes :

- Pièces écrites :
 - CCTP, DPGF, avenants.
 - Inventaire des locaux techniques.
 - Liste des matériels et des produits réellement mis en œuvre dans chaque local avec les fiches commerciales et techniques.
 - Liste des fournisseurs avec leurs coordonnées précises.
 - Notice de fonctionnement des installations.
 - Notices d'entretien des installations.
 - Procès-verbaux de classement ou certificats officiels, pour les matériaux ou équipements en faisant l'objet.
 - Attestation de garantie du constructeur, pour les matériaux ou matériels en bénéficiant.
 - Conditions de garantie des équipements (durée, main d'œuvre et déplacement pour remplacement des pièces défectueuses, dépannage, entretien gratuit pendant la première année...).
 - Proposition de contrat d'exploitation et de maintenance pour les équipements techniques particuliers.
 - Conditions de réception des ouvrages (fiches d'essais préalables, documentation nécessaire, PV de réception).

- Liste des pièces de rechange de première urgence ou ayant un long délai d’approvisionnement.
- Pièces graphiques :
 - Tous les plans d’exécution des ouvrages.
 - Tous les plans d’ateliers et de chantier.

Pour les autres types de travaux, le dossier D.O.E. comprendra les pièces suivantes :

- Pièces écrites :
 - CCTP, DPGF, avenants.
 - Liste des produits mis en œuvre :
 - Référence commerciale,
 - Fiche technique,
 - Adresse fournisseur.
 - Notice d’entretien des produits.
 - Procès-verbaux de classement ou certificats officiels, pour les matériaux et équipements en faisant l’objet.
 - Attestation de garantie de constructeur, pour les matériaux ou matériels en bénéficiant
 - Les essais, le cas échéant

ANNEXE 02 – CONVENTION DE COOPERATION DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

Le bon fonctionnement de la Coordination SPS implique une bonne coopération entre les différents intervenants à tous les stades du projet. Cette coopération est prévue par le Code du Travail.

Afin notamment d'assurer au Coordonnateur l'autorité et les moyens nécessaires au bon déroulement de sa mission, le Maître d'ouvrage a prévu les modalités de la coopération entre les différents intervenants dans l'acte de construire et le Coordonnateur conformément à l'article R4532-6 du Code du Travail.

Le Maître d'ouvrage veille à ce que le Coordonnateur soit associé pendant toutes les phases de l'opération à l'élaboration et à la réalisation du projet de l'ouvrage, à cette fin le Coordonnateur SPS aura accès à toutes les réunions organisées par le Maître de l'Ouvrage et par l'entrepreneur.

Afin d'assurer la sécurité et de protéger la santé de toutes les personnes qui interviennent sur le chantier, le Maître d'ouvrage et le Coordonnateur SPS mettront en œuvre, tant au cours de la phase de conception, d'étude et d'élaboration du projet que pendant la réalisation de l'ouvrage, les principes généraux de prévention énoncés à l'article L4121-2 du Code du Travail, à savoir :

- Eviter les risques ou évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
- Combattre les risques à la source ;
- Tenir compte de l'état d'évolution de la technique ;
- Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux ;
- Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales ;
- Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.

La définition des modalités pratiques de cette coopération constitue l'objet du présent document qui sera annexé à chacun des contrats conclus par le Maître d'ouvrage avec les différents intervenants.

Les Entreprises et leurs sous-traitants devront :

- Répondre aux observations du Coordonnateur SPS et viser le registre journal ;
- Mettre en œuvre et appliquer les dispositions prises par le Coordonnateur SPS pour le contrôle des accès au chantier ;
- Désigner un interlocuteur pour le Coordonnateur SPS ;
- Participer à l'inspection commune avec le Coordonnateur SPS ;
- Établir et transmettre au Coordonnateur SPS les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ;
- Transmettre au Coordonnateur SPS les documents à intégrer au Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO) ;
- Communiquer au Coordonnateur SPS les fiches d'intervention ultérieure (phase réalisation) pour la constitution du DIUO ;
- Participer au Collège Interentreprises de Sécurité et de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT pour les opérations de catégorie 1) et désigner les représentants du personnel ;
- Transmettre les fiches des produits utilisés sur le chantier (fiches techniques, fiches de données de sécurité ...).

L'Entreprise titulaire qui souhaite sous-traiter ses travaux doit au préalable, dans un délai d'un (1) mois avant l'intervention effective du sous-traitant sur le chantier, en informer et solliciter l'agrément du Maître d'ouvrage, qui y associera le Coordonnateur SPS.

L'Entreprise titulaire remettra à son ou ses sous-traitants agréés un exemplaire du Plan Général de Coordination (PGC) ainsi qu'un document précisant ses propres mesures d'organisation générale.

L'Entrepreneur s'assurera que son sous-traitant a bien établi son PPSPS dans les délais réglementaires. Le donneur d'ordre avisera, suffisamment tôt, le Coordonnateur, de la date d'intervention de son sous-traitant, pour qu'ils puissent réaliser l'inspection commune.

En cas de sous-traitance non agréée, le coordonnateur pourra expulser le sous-traitant du chantier.

En cas de difficultés dans l'application des modalités définies par le présent Document de Coopération, le Maître d'ouvrage sera saisi par la partie qui estime devoir faire appel à son arbitrage.